

Les chantiers transnationaux de la paix sociale : Editorial = Sozialer Frieden : transnational : Editorial

Autor(en): **Droux, Joëlle / Hürlimann, Gisela / Leimbgruber, Matthieu**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **20 (2013)**

Heft 2: **Sozialer Frieden : transnational = Les chantiers transnationaux de la paix sociale**

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les chantiers transnationaux de la paix sociale

Editorial

Les travaux consacrés à la mise en œuvre d'une perspective transnationale en histoire se multiplient depuis une dizaine d'années.¹ Témoignant de la pertinence d'une interrogation portant sur les origines et les transformations du processus de globalisation, une grande variété de congrès et d'associations, de périodiques ou encore de dossiers spéciaux, sont en effet centrés sur cette perspective dans toutes ses déclinaisons d'espaces et de temporalités.²

Les articles rassemblés ici contribuent à ce vaste chantier en l'abordant par un angle particulier, celui du rôle des circulations (de normes, d'acteurs, de dispositifs) dans l'émergence des politiques publiques contemporaines, et plus spécifiquement des politiques sociales, dans l'Europe de l'après Première Guerre mondiale. Il s'agit en effet d'un terrain pour lequel la prise en compte des mécanismes circulatoires permet de renouveler l'état de nos connaissances, en focalisant l'attention sur le rôle joué par des influences exogènes dans l'évolution des politiques sociales nationales.³ Ce cahier thématique se penche ainsi sur une série d'interventions dans le domaine de la protection des femmes, des enfants et des travailleurs, qui touchent à la fois aux domaines classiques de la «question sociale» (temps de travail, lutte contre le chômage, formation et prévention) mais aussi à des phénomènes tels que les migrations, la pauvreté, les consommations populaires ou encore la prostitution. Dans un contexte profondément marqué par les impacts du conflit mondial, les soubresauts de l'après-guerre et la profonde crise des années 1930, ces expériences multiples soulignent la recherche collective de nouvelles méthodes de «social engineering» auxquelles président désormais des organisations intergouvernementales telles que la Société des Nations (SDN). C'est au sein de ces nouveaux forums que diverses expériences menées au niveau national sont discutées et ré-interprétées par des acteurs étatiques et non étatiques et par des réseaux d'experts représentant des groupes d'intérêts ou professionnels.

Les articles réunis ici ont donc en commun la volonté de privilégier l'analyse des phénomènes et des processus d'innovation qui transcendent les frontières nationales. Les auteurs s'interrogent sur la manière dont certains modèles d'intervention sont constitués, et par quels moyens certains dispositifs (et les paradigmes qui les

fondent) sont transformés en référence traductible dans un autre système politique, grâce à quels mécanismes, selon quelles temporalités et avec quels effets (appropriation/traduction/convergence; rejet/résistance/divergence).

Ils accordent pour ce faire un intérêt central aux acteurs individuels ou collectifs qui animent et portent ces processus cinétiques (communautés scientifiques et épistémiques, nébuleuses d'experts) dont l'influence et les temporalités multiples ont été bien mises en lumière par la prise en compte de leurs médiations spécifiquement transnationales.⁴ De telles analyses montrent que les dispositifs institutionnels ont été construits de façon simultanée et au gré de processus d'hybridation mutuelle portant notamment sur les savoirs de gouvernements qui les fondent, lesquels font l'objet d'une grande densité d'échanges par-delà les frontières.⁵ A cet égard, le rôle joué par des institutions scientifiques locales dans la co-production et l'appropriation de ces savoirs utiles au gouvernement des hommes doit être souligné, à l'image de l'Institut J.-J. Rousseau des sciences de l'éducation fondé à Genève en 1912. Ses riches archives, présentées dans le cadre de ce cahier thématique, illustrent la capacité de terrains et de milieux locaux *micro* à alimenter autant qu'à implémenter des mécanismes circulatoires de grande ampleur.

Par ailleurs, la perspective transnationale permet de mettre en lumière, et ce tout particulièrement pour les périodes les plus récentes, le rôle joué dans ces mécanismes de diffusion et de transmission de modèles par les organisations internationales, qu'elles soient d'envergure universelle ou d'ambition régionale.⁶ Les articles réunis ici partagent ce regain d'intérêt pour les organisations, analysées pour leurs potentialités à concentrer, informer, piloter les flux circulatoires transnationaux sur une diversité de terrains culturels, économiques, sociaux. Ils ouvrent ainsi sur une meilleure connaissance de leurs modes de fonctionnement, de leur capacité à capter ou à faire émerger réseaux de spécialistes et communautés épistémiques, mais aussi de leurs liens complexes avec les terrains nationaux. Leur action dans l'élaboration et la diffusion de dispositifs normatifs de portée universelle y est mise en lumière, particulièrement sur le terrain des politiques publiques touchant au domaine des régulations sociales et des politiques du travail. Par ailleurs, l'ensemble de ce dossier, s'il souligne le rôle séminal joué par la SDN et ses organisations techniques ou associées dans la diffusion de certains dispositifs institutionnels, en interroge la mise en œuvre. Analysé à partir des cadres nationaux, le tropisme collaboratif unissant réseaux d'experts, milieux réformateurs et bureaucraties nationales dès la fin de la Première Guerre Mondiale y gagne en complexité.

Le rôle de ces terrains nationaux est mis en lumière tout d'abord à travers la question des mécanismes d'élaboration des normes universelles, abordée par *Olga Hidalgo*. L'auteure évoque l'action des réseaux de réformateurs britanniques dans l'élaboration d'une production normative hautement symbolique, celle de

la convention internationale des 8 heures, une des premières conventions internationales adoptées par l'Organisation Internationale du Travail dès sa réunion inaugurale de Washington en 1919. Au terme d'une minutieuse reconstitution des réseaux qui ont contribué à établir l'organisation et à fonder son rôle normatif, *Olga Hidalgo* souligne ici le poids des traditions collaboratives héritées des nébuleuses d'experts constituées avant guerre, qui détermine l'attitude face aux normes nouvellement consacrées par l'organisation.

Pour autant, l'autonomie du cadre national (et de ses acteurs) dans la réception et la mise en œuvre des productions normatives d'ambition universelle reste entière. Le cas britannique montre bien cette paradoxale capacité des terrains nationaux à collaborer à l'œuvre normative, sans pour autant en adopter en décalque les dispositifs, mettant en évidence les phénomènes de fractures propres aux milieux réformateurs, ainsi que les mouvements de résistance à la normativité.

Il en est d'ailleurs de même du cas helvétique dont les paradoxes par rapport à la scène réformatrice sociale internationale sont révélés par *Edith Siegenthaler*. Celle-ci montre que des personnalités suisses sont très actives dans la mise en œuvre des réseaux réformateurs en matière de lutte contre la traite des blanches, avant comme après 1914 – certaines d'entre elles se révélant des acteurs majeurs des commissions spécialisées mises en place par la SDN autour de cette problématique. Mais les milieux qu'ils représentent se révéleront au final radicalement opposés aux solutions prônées par l'organisation internationale pour lutter contre la prostitution par le biais de mesures de protection impliquant l'intervention des Etats: issus de courants hostiles à cet interventionnisme, ils défendent plutôt des dispositifs de maîtrise médicalisée de ces phénomènes, à forte connotation moralisatrice, reposant sur l'activisme des œuvres privées.

De fait, la réception par la Suisse des modèles d'intervention proposés par les commissions de la SDN n'obtient pas de meilleurs résultats que sur la scène britannique précédemment évoquée: certes on y introduit en 1925 une loi contre la traite des femmes et des enfants, initiant un processus de dépénalisation de la prostitution. Mais les mesures de réinsertion inhérentes à la logique de protection prônée par les experts internationaux restent par contre lettre morte, butant sur les impasses structurelles de la politique sociale helvétique (tout particulièrement en matière de protection de la famille). Ici encore, le paradoxe est donc net sur ce terrain national entre d'une part une position de principe favorable à la régulation internationale des questions sociales, à la fois de la part des acteurs non étatiques et des autorités politiques; et d'autre part le caractère limité des mécanismes d'appropriation réellement mis en œuvre.

Autant d'exemples qui, s'ils illustrent les mécanismes de consensus et de convergence entre réseaux présidant à l'élaboration de modèles normatifs potentiellement contraignants, soulignent leur inégale capacité à y convertir leurs propres

opinions publiques nationales. De telles analyses contribuent ainsi à mettre en lumière des mécanismes de résistance complexes. Il s'en faut ainsi de beaucoup que le poids numérique d'une nation au sein de ces architectures et bureaucraties intergouvernementales représente un gage de son adhésion aux dispositifs qu'elles élaborent.

Autre point sur lequel ces études sont éclairantes: celui des temporalités des mécanismes circulatoires. En contrepoint des études qui évoquent les années 1920 comme celles d'une ouverture des sociétés occidentales au dialogue international, face à des années trente tissées de repli identitaire,⁷ les études rassemblées dans ce cahier évoquent des dynamiques moins tranchées.

Emilia Plosceanu montre ainsi que les années 1920, analysées à partir du terrain de la réforme sociale roumaine, se sont avérées relativement peu propices à l'ouverture des frontières culturelles, mentales et légales du pays. Tout au contraire, la perméabilité aux influences foraines, *via* l'intervention des fondations nord-américaines, se marque essentiellement dans la décennie 1930, à l'occasion de l'accession au pouvoir du parti conservateur agrarien: décidé à mener une marche forcée vers la modernisation par le haut, ce gouvernement préside à l'importation multiforme des savoirs experts d'origine états-unienne. Conclusion là encore riche en enseignements, qui démontre que des convergences en matière de régimes de réformes sociales peuvent associer des systèmes politiques diamétralement opposés.

Le cas des réformes dans le domaine des politiques de la jeunesse et de l'enfance évoqué par *Joëlle Droux* et *Damiano Matasci* le rappelle également: les dispositifs circulent entre les nations, portés par des réseaux dédiés, mais peuvent être appropriés et mis au service de modèles de société diamétralement opposés. Il en est ainsi dans le cas des solutions diverses, discutées et proposées pour faire face à l'explosion du chômage des jeunes. A travers l'étude de deux dispositifs très débattus (allongement de la scolarité valorisant l'orientation professionnelle, et camps de travail à visée d'utilité publique) se construit une véritable politique de protection/encadrement de la jeunesse, révélatrice de la convergence d'espoirs et de craintes suscités par cette classe d'âge durant l'entre-deux-guerres, par-delà et entre les frontières politiques et culturelles. La mobilisation des réseaux autour de questions communes ne se traduit cependant pas forcément par un accord autour de solutions consensuelles.

C'est à une analyse subtile de ces mécanismes de co-construction des questions sociales que nous invite ainsi la contribution de *Corinne Pernet* sur le fléau de l'alcoolisme. A travers les débats consacrés à ce thème, l'auteure révèle bien que la logique de fabrication d'un problème social international, et sa mise subséquente à l'agenda tant des politiques sociales nationales que des forums internationaux, n'a rien d'automatique ni de mécanique. Alors même que les milieux réformateurs

occidentaux ont fait de ce fléau l'un des piliers de leurs ambitions réformatrices, et que les effets et les méfaits de l'alcool donnent lieu à une densité et à une convergence rares de publications et de mobilisations nationales, les organisations internationales ne sont pas parvenues à se saisir de ce sujet pour le transformer en objet privilégié d'une politique sociale transnationale. Non seulement les nations sont restées divisées sur l'opportunité de céder de leur souveraineté sur ce terrain face aux acteurs institutionnels intergouvernementaux, mais leurs réticences ont été ici soutenues par un mouvement ouvrier peu soucieux d'ouvrir à la législation ce pan de son patrimoine culturel. On a là un bon exemple des résistances et des réticences multiples à l'internationalisation que l'analyse des processus circulatoires met aussi à jour, témoignant à l'évidence que tous les champs d'intervention n'ont pas reçu de la même manière, ni avec les mêmes effets, la pression globalisatrice initiée par la congruence d'action des acteurs non-étatiques autour des organisations intergouvernementales.

Au final, c'est bien le foisonnement des acteurs impliqués dans ces mécanismes circulatoires sur la scène de la réforme sociale européenne, et les stratégies complexes qu'ils y nouent, qui est donnée à voir dans les contributions du dossier: acteurs «domestiques» qui mobilisent les potentialités réformatrices foraines ou s'y opposent (telles les organisations patronales, acteur jusque là peu étudié du tripartisme, dont la marge de manœuvre est bien évoquée par *Olga Hidalgo*); fonctionnaires nationaux devenus véritables passeurs de modèles, à l'image des réformateurs roumains dont la carrière entière est construite autour de ces dynamiques circulatoires. Mais aussi acteurs exogènes aux sphères nationales européennes, telles les grandes fondations philanthropiques états-unienues, dont *Emilia Plosceanu*, après d'autres,⁸ montre bien le rôle moteur qu'elles ont pu jouer dans les mécanismes d'import-export de dispositifs durant l'entre-deux-guerres au sein d'un vaste espace transatlantique. Un entrecroisement d'acteurs qui peuvent agir selon les contextes changeants comme autant d'accélérateurs ou de freins aux dynamiques circulatoires, en fonction de stratégies complexes, d'espaces de discussions aux échelles diverses, de conjonctures mouvantes et de combinaisons d'alliances et de concurrences inter-réseaux parfois déconcertantes, comme l'a souligné Patricia Clavin.⁹ Et enfin, les organisations internationales elles-mêmes, qui sont alors, comme le montrent l'ensemble des articles de ce dossier, en voie de se constituer comme des acteurs légitimes dans le processus de co-production des politiques sociales européennes. Légitimes, mais pas uniques, ni même peut-être centraux. «Acteurs, parmi d'autres»: telle pourrait être une des conclusions de ce dossier, qui rejoint les analyses actuelles du rôle de ces organisations dans les processus dynamiques de (re)construction des politiques sociales européennes.¹⁰

Notes

- 1 Akira Iriye, Pierre-Yves Saunier (éd.), *Palgrave Dictionary of Transnational History*, Basingstoke 2009; Akira Iriye, *Global and Transnational History. The Past, Present, and Future*, Basingstoke 2013. Pour une perspective plus critique: Pierre Grosser, «L'histoire mondiale/globale, une jeunesse exubérante, mais difficile», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 110/2 (2011), 3–18.
- 2 Voir par exemple les congrès organisés par ENIUGH / *European Network in Universal and Global History*: plusieurs publications périodiques sont dédiées à ce sujet de recherche, comme le *Journal of Global History*.
- 3 Neville Kirk, Donald MacRaild, Melanie Nolan, «Introduction: Transnational Ideas, Activities, and Organizations in Labour History 1860s to 1920s», *Labour History Review* 74/3 (2009), 221–232; Thomas Fetzer, «Industrial Relations History in Transnational Perspective. A Review Essay», *History Compass* 10/1 (2012), 56–69.
- 4 Christian Topalov (éd.), *Laboratoires du nouveau siècle: la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880–1914)*, Paris 1999; Chris Leonards, Nico Randeraad, «Transnational Experts in Social Reform, 1840–1880», *International Review of Social History* 55/2 (2010), 215–239; Pierre-Yves Saunier, «Les régimes circulatoires du domaine social 1800–1940: projets et ingénierie de la convergence et de la différence», *Genèses* 71 (2008), 4–25.
- 5 Martine Kaluszynski, Renaud Payre, *Savoirs de gouvernement. Circulation(s), traduction(s), réception(s)*, Paris 2013; Daniel Rodgers, *Atlantic Crossings. Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge 1998.
- 6 Voir le dossier spécial «Une autre approche de la globalisation: socio-histoire des organisations internationales (1900–1940)», *Critique Internationale* 52 (2011), sous la direction de Sandrine Kott; Isabelle Lespinet-Moret, Vincent Viet (éd.), *L'organisation internationale du travail. Origine, développement, avenir*, Rennes 2011; Jasmine van Daele (éd.), *ILO Histories. Essays on the International Labour Organization and its Impact on the World During the Twentieth Century*, Bruxelles 2011; Daniel Laqua (éd.), *Internationalism Reconsidered. Transnational Ideas and Movements Between the World Wars*, London 2011; Daniel Gorman, *The Emergence of International Society in the 1920's*, Cambridge 2012; Sandrine Kott, Joëlle Droux (éd.), *Globalizing Social Rights. The International Labour Organization and Beyond*, London 2013.
- 7 Pour des exemples récents: Martin Albers, «Between the Crisis of Democracy and World Parliament. The Development of the Inter Parliamentary Union in the 1920's», *Journal of Global History* 7/2 (2012), 189–209; Patricia Toucas-Truyen, «L'internationalisation du thème de la protection sociale (1889–1939)», in Michel Dreyfus (éd.), *Les assurances sociales en Europe*, Rennes 2009, 209–259.
- 8 Halina Parafianowicz, «American Exceptionalism. The American Dream and the Americanization of East-Central Europe», in Seija Jalagin, Susanna Tavera, Andrew Dilley (éd.), *World and Global History. Research and Teaching* (2011), 107–122; Ludovic Tournès, «La philanthropie américaine, la Société des Nations et la coproduction d'un ordre mondial (1919–1946)», *Relations Internationales* 151 (2012), 25–36.
- 9 Patricia Clavin, «Time, Manner, Place. Writing Modern European History in Global, Transnational and International Contexts», *European Historical Quarterly* 40/4 (2010), 624–640.
- 10 Yves Surel, «Le poids des organisations internationales dans les réformes des politiques sociales», *Informations sociales* 157/1 (2010), 36–43.

Sozialer Frieden – transnational

Editorial

Seit etwa zehn Jahren erscheinen immer mehr historische Studien mit transnationalem Ansatz.¹ Zahlreiche Kongresse und Verbände, Zeitschriften oder Dossiers bezeugen die Bedeutung der Erforschung von Ursprung und Transformation des Globalisierungsprozesses und befragen seine räumliche und zeitliche Auf-fächerung.² Die Artikel dieser Ausgabe tragen zu diesem breiten Forschungsfeld bei, das sie aus einem spezifischen Blickwinkel beleuchten: Sie setzen bei der Rolle der Zirkulation von Normen, Akteuren und Dispositiven für die Genese staatlichen Handelns und insbesondere der Sozialpolitik in Europa nach dem Ersten Weltkrieg an. Gerade in diesem Feld ermöglicht die Berücksichtigung der Zirkulationsmechanismen mit Fokus auf die Rolle exogener Einflüsse auf die Entwicklung der Sozialpolitik in verschiedenen Ländern neue Erkenntnisse.³ Die vorliegende Schwerpunktnummer untersucht eine Reihe von Interventionen im Bereich der Schutzbestimmungen für Frauen, Kinder und ArbeitnehmerInnen, bei denen es einerseits um klassische Gebiete der «sozialen Frage» (Arbeitszeit, Kampf gegen Erwerbslosigkeit, Bildung und Prävention) geht, andererseits aber auch um Phänomene wie Migration, Armut, Konsumverhalten oder Prostitution. Stark geprägt von den Nachwirkungen des Ersten Weltkriegs, der Instabilität der Nachkriegszeit und der Wirtschaftskrise der 1930er-Jahre, zeugen diese verschiedenen Erfahrungen von einer kollektiven Suche nach neuen Methoden des *social engineering*, nunmehr unter der Leitung intergouvernementaler Organisationen wie etwa des Völkerbundes. Denn in solchen neuen Foren werden nun Erfahrungen der nationalstaatlichen Ebenen durch staatliche und nichtstaatliche Akteure sowie durch Expertennetzwerke im Auftrag von Interessen- und Berufsgruppen diskutiert und neu interpretiert.

Die vorliegenden Beiträge legen den Schwerpunkt auf die Analyse von Phänomenen und Prozessen der Innovation über staatliche Grenzen hinweg. Die Autorinnen und Autoren untersuchen die Beschaffenheit bestimmter Interventionsmodelle sowie die Art und Weise, wie bestimmte Dispositive (und unterliegende Paradigmen) so umgeformt werden, dass sie auch auf andere politische Systeme übertragen werden können. Dabei fragen sie nach den dabei

interagierenden Mechanismen, Zeitlichkeiten und Auswirkungen (Aneignung/Übertragung/Konvergenz – Ablehnung/Widerstand/Divergenz). Eine zentrale Rolle kommt in diesen Forschungsberichten den individuellen und kollektiven Akteuren – wissenschaftlichen beziehungsweise «epistemischen» Gemeinschaften oder informellen Netzwerken von ExpertInnen – zu, die für diese Transferprozesse zuständig sind. Deren Einfluss und multiple Zeitlichkeit lässt sich durch die Berücksichtigung ihrer spezifisch transnationalen Mittlerrolle sehr gut aufzeigen.⁴ Solche Analysen machen deutlich, dass bestimmte institutionelle Dispositive im sozialpolitischen Bereich unter Bedingungen der Gleichzeitigkeit und der gegenseitigen Hybridisierung aufgebaut wurden. Das gilt insbesondere für das Wissen der verantwortlichen Regierungen, die einen intensiven Austausch über nationale Grenzen hinweg pflegten.⁵ Aus einer solchen Perspektive ist die Rolle von lokalen wissenschaftlichen Institutionen bei der Koproduktion und Aneignung von Wissen bezüglich Regierungstechniken hervorzuheben, wie dies beispielsweise beim *Institut J.-J. Rousseau des sciences de l'éducation*, das 1912 in Genf gegründet wurde, der Fall ist. Das reichhaltige Archiv dieser Institution, das im vorliegenden Band präsentiert wird, zeugt von der Fähigkeit lokaler Zusammenhänge und Milieus auf der Mikroebene, umfangreiche Zirkulationsmechanismen zu beliefern wie auch zu implementieren. Zudem ermöglicht eine transnationale Perspektive, die Rolle von transnationalen Organisationen universeller oder auch regionaler Ausrichtung bei den Mechanismen zur Verbreitung und Transmission von (politischen) Modellen in den Blick zu nehmen.⁶

Die in diesem Band veröffentlichten Texte eint ein neu erwachtes Interesse an solchen Organisationen und ihrem Potenzial, einen transnationalen Austausch inhaltlich zu prägen und in kultureller, wirtschaftlicher wie sozialer Hinsicht zu steuern. Damit leisten die Aufsätze einen Beitrag zum besseren Verständnis der Funktionsweisen dieser Organisationen und ihrer Fähigkeit, Netzwerke von Spezialisten und epistemische Gemeinschaften an sich zu binden oder entstehen zu lassen, aber auch zum besseren Verständnis ihrer komplexen Verbindungen zum jeweiligen nationalstaatlichen Umfeld. Die AutorInnen analysieren das Wirken dieser Organisationen insbesondere bei der Erarbeitung und Verbreitung von Normen universeller Tragweite für die behördliche Politik im Bereich sozialer Regulierungs- beziehungsweise sozialer Schutzmassnahmen und der Arbeitswelt. Insgesamt macht das Schwerpunktheft die fundamentale Rolle des Völkerbundes und seiner technischen Organisationen oder angegliederten Verbände bei der Verbreitung bestimmter sozialpolitischer Dispositive deutlich und geht vertieft auf deren Umsetzung ein. ExpertInnen-Netzwerke, reformorientierte Kreise und staatliche Bürokratien, die ab Ende des Ersten Weltkriegs richtunggebende Zusammenhänge bilden, werden so in ihrer Komplexität fassbar und auf den jeweiligen nationalen Rahmen der beteiligten Länder bezogen.

Der Beitrag von *Olga Hidalgo* beleuchtet die Rolle dieser nationalstaatlichen Felder anhand der Mechanismen zur Erarbeitung universeller Normen. Die Autorin stellt das Wirken von Netzwerken britischer ReformInnen beim Entstehen der internationalen Konvention zum 8-Stunden-Tag dar. Dabei handelte es sich um eine der ersten von der Internationalen Arbeitsorganisation (IAO) verabschiedeten Konventionen, die gleich an der IAO-Gründungsversammlung 1919 in Washington angenommen wurde und symbolisch stark aufgeladen war. Detailliert dargestellt werden die Netzwerke, die zur Entstehung der IAO und zu ihrer ausgeprägten normativen Bedeutung beigetragen hatten. *Olga Hidalgo* betont auch das Gewicht von Traditionen der Zusammenarbeit, die noch aus den informellen Kreisen der Vorkriegszeit übernommen worden waren und die Haltung zu den neu aufgestellten Normen bestimmten. Dennoch blieb die Autonomie des jeweiligen nationalen Rahmens (mit seinen Akteuren) bei der Rezeption und Umsetzung von Normenproduktionen mit universellem Anspruch bestehen. Am Fall Grossbritannien lässt sich die paradoxe Fähigkeit der nationalen Felder aufzeigen, zu einem internationalen Normenwerk beizutragen, ohne dieses aber in allen Einzelheiten zu übernehmen. Dadurch werden sowohl Brüche innerhalb der reformorientierten Kräfte wie auch der Widerstand gegen Normsetzungen überhaupt sichtbar.

Dies gilt im Übrigen auch für die Schweiz, deren widersprüchliche Haltung gegenüber den internationalen Bestrebungen zu sozialen Reformen *Edith Siegenthaler* herausarbeitet. Ihr Beitrag zeigt, dass schweizerische Persönlichkeiten sich vor wie nach 1914 aktiv an der Einrichtung von Netzwerken beteiligten, die mittels Reformen gegen Frauenhandel vorgehen wollten; manche von ihnen werden gar zu wichtigen Akteuren der spezialisierten Kommissionen des Völkerbundes in dieser Frage. Die von diesen Akteuren vertretenen Kreise sprechen sich jedoch in der Folge überaus deutlich gegen die Lösungsvorschläge der internationalen Organisation zur Bekämpfung der Prostitution aus, welche Schutzmassnahmen unter staatlicher Intervention vorsahen. Die Strömungen, die diese Schweizer ExponentInnen vertraten, waren staatlichen Massnahmen gegenüber ablehnend eingestellt und befürworteten stattdessen einen medizinischen Problemzugang mit starkem moralischem Unterton und die Bevorzugung privater Fürsorgewerke. Faktisch verlief die Rezeption der von den Völkerbundkommissionen vorgeschlagenen Interventionsmodelle in der Schweiz nicht besser als im erwähnten britischen Beispiel. Zwar erliess die Schweiz 1925 ein Gesetz gegen Frauen- und Kinderhandel, das einen Prozess der Entkriminalisierung der Prostitution in Gang setzte. Doch die Wiedereingliederungsmassnahmen ehemaliger Prostituierter gemäss der Schutzlogik der internationalen ExpertInnen wurden nicht umgesetzt, da sie der schweizerischen Sozialpolitik strukturell widersprachen (insbesondere im Bereich des Familienschutzes). So zeigt sich auch im Fall der Schweiz die para-

doxe Situation, dass eine internationale Regulierung sozialer Fragen grundsätzlich sowohl von nicht staatlichen Akteuren als von politischen Behörden befürwortet werden konnte, der nationalstaatlichen Aneignung solcher Regulierungen in der Realität jedoch enge Grenzen gesetzt waren. An diesen Beispielen werden Konsens und Konvergenz zwischen Netzwerken sichtbar, die an der Erarbeitung normativer Modelle mit potenziell bindendem Charakter beteiligt waren, aber auch die ungleiche Fähigkeit dieser Kreise, die jeweilige öffentliche Meinung im Herkunftsland für sich zu gewinnen. Dabei werden komplexe Widerstandsmechanismen sichtbar. Das zahlenmässige Gewicht einer Nation innerhalb der intergouvernementalen Strukturen und Bürokratien ist somit noch keineswegs eine Garantie für deren Zustimmung zu den entworfenen Dispositiven.

Ein weiterer Aspekt, der in diesem Schwerpunkt beleuchtet wird, betrifft die zeitliche Dimension der sozialregulatorischen Zirkulationsmechanismen. Entgegen der in etlichen Studien vertretenen Sicht, wonach die 1920er-Jahre eine Zeit der Öffnung, die 1930er-Jahre hingegen eine Rückzugs- und Abgrenzungsphase der westlichen Gesellschaften gegenüber dem internationalen Dialog seien,⁷ zeichnen die vorliegenden Artikel ein differenziertes Bild der zeitgenössischen Dynamiken. So belegt *Emilia Plosceanu*, dass die 1920er-Jahre im Hinblick auf Sozialreformen in Rumänien wenig Spielraum boten für eine Öffnung der kulturellen, mentalen und rechtlichen Grenzen. Ganz im Gegenteil zeigte sich eine Durchlässigkeit gegenüber externen Einflüssen über Interventionen nordamerikanischer Stiftungen erst in den 1930er-Jahren im Zusammenhang mit der Machtübernahme durch die konservative Bauernpartei. Die neue Regierung wollte im Eilmarsch eine Modernisierung von oben durchsetzen und organisierte den entsprechenden Import von Expertenwissen aus den USA in verschiedener Form. Die Analyse schlussfolgert unter anderem, dass Konvergenz in Sachen sozialer Reformen auch unter politisch völlig gegensätzlichen Systemen eintreten kann. Dies zeigt sich auch bezüglich behördlicher Politik im Bereich Jugend und Kinder, wie *Joëlle Droux* und *Damiano Matasci* deutlich machen: Dispositive, getragen von spezialisierten Netzwerken, zirkulieren in verschiedenen Ländern und können auch durch Gesellschaftsmodelle konträrer Ausrichtung rezipiert und umgesetzt werden. Dies gilt insbesondere für diverse damals diskutierte Lösungsvorschläge gegen den sprunghaften Anstieg der Jugendarbeitslosigkeit. Zwei der häufig debattierten Massnahmen, nämlich die Verlängerung der berufsvorbereitenden Schulzeit sowie gemeinnützige Arbeitseinsätze in Lagerform, führten zur Entstehung einer eigentlichen Jugendpolitik im Bereich von Schutz und Betreuung. Diese kann als Ausdruck sowohl der Hoffnungen als auch der Angst verstanden werden, welche diese Altersklasse in der Zwischenkriegszeit über politische und kulturelle Grenzen hinaus auslöste. Die Mobilisierung von Netzwerken rund um gemeinsame Probleme führt jedoch nicht immer zu konsensualen Lösungen.

Hier setzt *Corinne Pernet* mit ihrer eingehenden Analyse von Konstruktionsmechanismen des sozialpolitischen Feldes am Beispiel der «Alkoholfrage» an. Anhand der Debatten zu diesem weit verbreiteten Phänomen arbeitet die Autorin die Logiken bei der Fabrikation und Wahrnehmung eines sozialen Problems von internationalem Ausmass heraus, das in der Folge auf die Agenda der Sozialpolitik der verschiedenen Länder und der internationalen Foren gelangte. Eine zentrale Erkenntnis lautet, dass solche Prozesse keineswegs automatisch ablaufen. Zwar machten MedizinerInnen und SozialreformerInnen in westlichen Ländern die «Plage» der Alkoholsucht zu einem zentralen Objekt ihrer Bestrebungen und wurden Wirkung und Schädlichkeit von Alkohol in einer selten gesehenen Dichte und Konvergenz in Publikationen und nationalen Mobilisierungen thematisiert. Dennoch gelang es internationalen Organisationen nicht, die Bekämpfung des Alkoholismus zur Priorität einer transnationalen Sozialpolitik zu machen. Nicht nur blieben die einzelnen Länder geteilter Meinung, wenn es um die Abgabe ihrer Souveränität an intergouvernementale Institutionen in diesem Bereich ging. Sie wurden dabei auch durch VertreterInnen der Arbeiterschaft unterstützt, die sich gegen die Regelung dieses Teils ihres «kulturellen Erbes» beziehungsweise gegen eine paternalistische und klassistische Bevormundung wandten. Die multiplen Widerstände und Vorbehalte gegen Internationalisierung werden an diesem Beispiel deutlich sichtbar und es zeigt sich, dass keineswegs alle Interventionsfelder in derselben Weise einem Druck in Richtung transnationaler Angleichung ausgesetzt waren, wie er vom gemeinsamen Handeln nichtstaatlicher Akteure im Umfeld intergouvernementaler Organisationen ausging.

Insgesamt illustriert dieser Band die Vielfältigkeit der an (sozialregulatorischen) Zirkulationsmechanismen beteiligten Akteure in der europäischen Sozialreform-Szene sowie die Komplexität der eingesetzten Strategien: Einheimische AkteurInnen mobilisieren auswärtige Potenziale zur Sozialreform oder stellen sich im Gegenteil dagegen, wie etwa die Arbeitgeberorganisationen, die bislang als Akteure tripartiter Strukturen noch wenig untersucht wurden und deren Spielräume *Olga Hidalgo* in erhellender Weise herausarbeitet. Auf der anderen Seite stehen nationale Funktionäre, die sich zu eigentlichen Verbreitungs-kanälen von Modellmassnahmen entwickeln, wie die rumänischen Reformer, deren Karriere gänzlich auf diese Zirkulationsdynamiken aufbaut. Es geht aber auch um Akteure von ausserhalb der nationalen Einheiten Europas, wie etwa die grossen philanthropischen Stiftungen aus den USA, deren treibende Rolle beim Import-Export von Dispositiven innerhalb eines weiten transatlantischen Raums in der Zwischenkriegszeit *Emilia Plosceanu*, im Anschluss an andere,⁸ erkennbar macht. Es entsteht das Bild eines Zusammenspiels von Akteuren, die je nach Umfeld als Beschleuniger oder aber als Bremse der Zirkulation wirken, im Rahmen komplexer Strategien, mehrstufiger Diskussionsräume, einer

veränderlichen Konjunktur sowie einer teils erstaunlichen Kombination von Bündnis und Konkurrenz zwischen Netzwerken, wie dies auch Patricia Clavin thematisiert hat.⁹ Schliesslich geht es auch um die internationalen Organisationen selber, die sich zur fraglichen Zeit als legitime Akteure der Koproduktion der Sozialpolitik europäischer Länder konstituieren, wie die verschiedenen Schwerpunktbeiträge erkennen lassen. Dabei handelt es sich um Akteure, die Legitimität beanspruchen können, die jedoch keine Alleinstellung und vielleicht nicht einmal den Vorrang vor anderen Reformträgern geniessen. *Akteure, nebst anderen*: Diese Formel könnte eine Schlussfolgerung dieser Schwerpunktnummer sein, die sich in aktuelle Analysen der Rolle von Organisationen bei den dynamischen Prozessen zum (Wieder-) Aufbau sozialpolitischen Handelns in Europa einschreibt.¹⁰

Joëlle Droux, Gisela Hürlimann, Matthieu Leimgruber
(Übersetzung: Karin Vogt)

Anmerkungen

- 1 Akira Iriye, Pierre-Yves Saunier (Hg.), *Palgrave Dictionary of Transnational History*, Basingstoke 2009; Akira Iriye, *Global and Transnational History. The Past, Present, and Future*, Basingstoke 2013. Für eine kritischere Perspektive siehe: Pierre Grosser, «L'histoire mondiale/globale, une jeunesse exubérante, mais difficile», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 110/2 (2011), 3–18.
- 2 Siehe beispielsweise die von *ENIUGH / European Network in Universal and Global History* organisierten Kongresse; mehrere Zeitschriften wie etwa das *Journal of Global History* erscheinen zu diesem Forschungsgegenstand.
- 3 Neville Kirk, Donald MacRaild, Melanie Nolan, «Introduction: Transnational Ideas, Activities, and Organizations in Labour History 1860s to 1920s», *Labour History Review* 74/3 (2009), 221–232; Thomas Fetzer, «Industrial Relations History in Transnational Perspective. A Review Essay», *History Compass* 10/1 (2012), 56–69.
- 4 Christian Topalov (Hg.), *Laboratoires du nouveau siècle: la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880–1914)*, Paris 1999; Chris Leonards, Nico Randeraad, «Transnational Experts in Social Reform, 1840–1880», *International Review of Social History* 55/2 (2010), 215–239; Pierre-Yves Saunier, «Les régimes circulatoires du domaine social 1800–1940: projets et ingénierie de la convergence et de la différence», *Genèses* 71 (2008), 4–25.
- 5 Martine Kaluszynski, Renaud Payre, *Savoirs de gouvernement. Circulation(s), traduction(s), réception(s)*, Paris 2013; Daniel Rodgers, *Atlantic Crossings. Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge 1998.
- 6 Siehe das thematische Dossier «Une autre approche de la globalisation: socio-histoire des organisations internationales (1900–1940)», *Critique Internationale* 52 (2011), hg. von Sandrine Kott; Isabelle Lespinet-Moret, Vincent Viet (Hg.), *L'organisation internationale du travail. Origine, développement, avenir*, Rennes 2011; Jasmine van Daele (Hg.), *ILO Histories. Essays on the International Labour Organization and its Impact on the World During the Twentieth Century*, Brüssel 2011; Daniel Laqua (Hg.), *Internationalism Reconsidered. Transnational Ideas and Movements Between the World Wars*, London 2011; Daniel Gorman, *The Emergence of International Society in the 1920's*, Cambridge 2012; Sandrine Kott, Joëlle

Droux (Hg.), *Globalizing Social Rights. The International Labour Organization and Beyond*, London 2013.

- 7 Für neuere Beispiele dieser Sichtweise, siehe: Martin Albers, «Between the Crisis of Democracy and World Parliament. The Development of the Inter Parliamentary Union in the 1920's», *Journal of Global History* 7/2 (2012), 189–209; Patricia Toucas-Truyen, «L'internationalisation du thème de la protection sociale (1889–1939)», in Michel Dreyfus (Hg.), *Les assurances sociales en Europe*, Rennes 2009, 209–259.
- 8 Halina Parafianowicz, «American Exceptionalism. The American Dream and the Americanization of East-Central Europe», in Seija Jalagin, Susanna Tavera, Andrew Dilley (Hg.), *World and Global History. Research and Teaching* (2011), 107–122; Ludovic Tournès, «La philanthropie américaine, la Société des Nations et la coproduction d'un ordre mondial (1919–1946)», *Relations Internationales* 151 (2012), 25–36.
- 9 Patricia Clavin, «Time, Manner, Place. Writing Modern European History in Global, Transnational and International Contexts», *European Historical Quarterly* 40/4 (2010), 624–640.
- 10 Yves Surel, «Le poids des organisations internationales dans les réformes des politiques sociales», *Informations sociales* 157/1 (2010), 36–43.